

Quels sont les enjeux de la mise en place d'un nouvel indicateur ?

Le PIB, indicateur largement utilisé dans le monde, donne une mesure unidimensionnelle de nos économies, une mesure très incomplète : d'autres types d'indicateurs pourraient nous fournir une vision plus riche.

Cette vision plus étendue nous permettraient de mettre en relief d'autres paramètres de nos économies, et notamment des paramètres sociaux, environnementaux...

Ils permettraient de mieux diagnostiquer des failles, des anomalies, des défauts qui par ailleurs apparaissent de façon isolée au travers d'un grand nombre de statistiques.

Ce qui signifie que nous ne sommes pas dépourvus de données, mais que ces données ne sont pas synthétisées dans le "paquetage commun" que serait "un indicateur", lequel fournirait via un ou quelques chiffres, une synthèse de l'ensemble des données disponibles.

On peut donc voir un indicateur comme un résumé plus ou moins complet, plus ou moins compréhensible par tous, d'un tableau de bord de l'état d'un pays.

Un résumé également plus ou moins "réaliste" de cet état selon que l'indicateur tiendra compte ou non de certains facteurs, et selon la façon dont il les traitera.

Du point de vue de la complétude il faut rappeler que nous ne savons pas mesurer certaines réalités, comme celles que l'on englobe sous l'appellation "d'économie informelle" par exemple.

Un indicateur qui voudrait tenir compte de cette économie informelle devra donc tenter de résoudre un problème que l'on ne sait aborder que par approximations et conventions.

Par exemple comment prendre en compte le travail du bricoleur qui fabrique lui-même son mobilier de cuisine à partir de matériaux de récupération ?

On conviendra d'évaluer l'équivalent de la valeur travail au taux horaire moyen de l'ouvrier, ou bien on intégrera une part correspondant à la phase de conception (élaboration des plans) au taux horaire d'un technicien supérieur, et le nettoyage du chantier aux taux d'un "technicien de surface" ?

Et ce n'est là qu'une toute petite partie du problème que pose la question de l'économie informelle qui, intégrée de cette façon, nous fournira des chiffres reposant sur des conventions très contestables car nous devons assigner une valeur économique à des phénomènes qui échappent encore à l'analyse économique.

Ces chiffres seront donc inexacts par nature, ils refléteront la réalité de façon extrêmement imparfaite et il faut donc nous demander quel serait l'intérêt de les produire et d'en disposer.

C'est un intérêt très limité a priori qui pourrait prendre de la valeur dans deux directions : pour évaluer cette économie informelle au fil du temps dans un pays donné et pour effectuer des comparaisons entre différents pays.

Le calcul étant "faux" par définition, les seules données valides qu'il pourrait nous fournir serait une variation temporelle ou une différence spatiale.

Cette forme d'approche ne serait peut-être pas dénuée d'intérêt puisqu'elle permettrait probablement d'acquérir une connaissance plus fine de nos sociétés, mais nous disposons déjà avec un certain nombre de statistiques éparses d'un certain nombre de données sur cette économie informelle et l'on peut imaginer que la mise en place d'un nouveau système d'indicateur n'a pas comme seul enjeu l'acquisition d'une connaissance supplémentaire.

Cette connaissance ne mérite véritablement d'être acquise, dans une approche politique de cette problématique des indicateurs, que si elle débouche sur un potentiel d'efficacité politique.

Objectifs et envergure de l'efficacité politique

Dans notre " monde mondialisé " pour lequel la mondialisation est celle de tous les échanges, de toutes les actions de chacun peut-on encore se contenter de considérer " la politique " comme étant d'application essentiellement interne ?

Certes non : le simple fait de vaporiser un insecticide dans son jardin a plusieurs impacts mondiaux, économiques et environnementaux car les vents peuvent se charger de véhiculer des aérosols à des milliers de kilomètres de ce jardin, et qu'il soit autorisé d'utiliser cet insecticide relève de la politique.

De loin en loin on peut considérer que chacune de nos actions a une dimension politique, et l'objectif de la politique pourrait être de déterminer une certaine forme de régulation de nos actions avec pour préoccupation maîtresse le souci qu'aucune d'entre elles ne contrevienne à l'intérêt général.

Un intérêt général qui est donc envisagé à l'échelle planétaire, qui est celui de l'ensemble de l'humanité.

Un intérêt général sur lequel chacun exerce une influence directe ou indirecte : ainsi en achetant certains vêtements nous participons tous, sans nécessairement le savoir et ce point est d'une extrême importance, à l'exploitation tout à fait inadmissible à différents points de vue, de certaines populations.

Ainsi :

Les fashion victims font des victimes oubliées. Les petites mains surexploitées, occupées à coudre dans des sweatshops (usines à sueur) du Bangladesh, où la main-d'oeuvre vit sous servage. L'ONG britannique War on Want (lire ci-contre) en a apporté une nouvelle preuve hier (1), dans un rapport accablant. Pointés du doigt, Asda, la filiale anglaise de Wal-Mart (leader mondial de la grande distribution), Tesco, le numéro 3 mondial du supermarché, ainsi qu'une autre firme de fringues à bas prix, Primark.

....

Dans le monde rêvé de profits des actionnaires de ces firmes, les employés dont deux tiers de femmes travaillent en moyenne 80 heures par semaine (jusqu'à un maximum de 96 heures hebdomadaires, sans compter 140 heures sup' par mois, souvent non payées, sous peine de licenciement). Le tout payé 8 centimes d'euro de l'heure. Les droits du travail y sont nuls, les syndicats bannis.

.....

Libération, samedi 9 décembre 2006 (<http://www.liberation.fr/actualite/economie/222182.FR.php>).

Mais aussi : *En se réchauffant, l'océan deviendrait moins nourrissant*, Libération, vendredi 8 décembre 2006 (<http://www.liberation.fr/actualite/sciences/221935.FR.php>).

Un réchauffement des océans auquel nous participons tous.

Cela pour ne prendre que ces deux exemples qui illustrent que nous sommes tous impliqués et que nous devrions tous savoir que nous le sommes, de quelle manière nous le sommes, les raisons pour lesquelles nous le sommes et les conséquences que cela implique.

On mesure clairement que toute politique intérieure est absolument indissociable de toute autre politique intérieure pratiquée ailleurs et l'on peut penser que si le Bangladesh appliquait une politique sociale différente le panorama de l'industrie textile en France pourrait avoir un autre profil.

Si la France poursuit l'objectif d'agir sur son industrie textile elle ne peut envisager que cette action ait une grande efficacité si l'envergure de son action politique dans ce domaine s'arrête à ses frontières, car le maître du jeu n'est pas un paramètre national mais un paramètre mondial.

L'envergure de ce paramètre semble assez mal mesurée dans l'opinion publique lorsque l'on entend parler des " dé localisations " tout comme l'action que nous avons tous sur ce phénomène semble assez ignorée : nous nous réjouissons du T-shirt à 1 euro sans nous poser de questions sur ce qui permet de l'obtenir à ce prix.

Ne déduisons pas là que toutes les décisions de politique intérieure devraient se prendre " au niveau mondial " mais seulement que ces décisions doivent souvent tenir compte d'un contexte mondial sur lequel nous pourrions tous agir.

Nous devons donc considérer que l'efficacité de toute politique sera proportionnelle à son envergure, et que cette envergure est dictée par la portée des paramètres qui régissent le secteur dans lequel nous voudrions prendre une décision.

Encore faudrait-il que nous soyons tous conscients, citoyens et " décideurs ", que ces paramètres existent, de la façon dont ils fonctionnent et agissent sur un ensemble d'autres paramètres connexes afin de parvenir à influencer notre vie de tous les jours.

De ce point de vue la conscience de la population par rapport à ces phénomènes passe par la connaissance qu'elle en aura : il est donc capital de déterminer un corpus de connaissance capable de refléter un ensemble de réalités au niveau mondial, car l'on voit bien avec cet exemple pris au Bangladesh que la population française n'est pas la seule concernée et que l'avenir de l'industrie textile mondiale dépend étroitement des " progrès sociaux " que les bangladais sauront ou non obtenir, et auxquels notre aide éventuelle leur permettraient d'accéder plus facilement.

C'est donc une " conscience mondiale " qu'il faut faire surgir, éveiller, afin de régler correctement certains aspects de notre politique intérieure, en tenant compte qu'un vaste ensemble d'interactions reposent sur des règles qui ne sont ni démocratiques ni saines d'un point de vue social ou environnemental (OMC par exemple) : en un mot, d'un point de vue politique.

En outre cette " conscience mondiale " doit irriguer toutes les strates de toutes les sociétés : il sera donc nécessaire de veiller à ce qu'elle soit accessible à tous quel que soit le niveau d'instruction de chacun, ceci afin de la voix de la majorité (représentant l'intérêt général) ait un poids suffisant face à des groupements défendant des intérêts particuliers.

Il faudrait donc développer une système de caractérisation de nos sociétés auquel correspondrait un " matériel didactique " qui joueraient tous les deux sur différents niveaux de complexité, de complétude et de compréhension.

De ce point de vue un " indicateur " peut remplir ces conditions en permettant de présenter des données depuis un niveau très analytique jusqu'à un niveau largement synthétique.

Calibrer l'action et l'efficacité politique sur des repères fiables

Qu'appellera-t-on " des repères fiables " ?

Ce devront être des bases minimales permanentes indispensables, générales et aussi incontestables que possible.

Caractère indispensable de la permanence : on ne peut se fier à des considérations fugaces pour déterminer une ligne politique qui nous impliquera tous dans la durée.

Caractère général : il sera indispensable que ces bases puissent être validées par le plus grand nombre, c'est ce qu'exige la démocratie et ce qui leur confèrera un caractère aussi incontestable que possible.

Nous disposons de deux repères fiables : la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme et l'empreinte écologique.

Il semble que ce devraient aujourd'hui être les deux garde fous de la politique, dans la mesure où nous pouvons considérer que tout dépassement de l'un ou de l'autre peut nous causer à tous diverses formes de torts, et donc ne pas respecter le concept d'intérêt général.

Et comme nous avons vu que " la politique " peut désormais difficilement se concevoir de façon strictement interne, que tout isolationnisme dans ce domaine nous est plus qu'interdit, tout simplement inaccessible, il faut que ces " repères fiables " soient largement adoptés sur la planète.

Doter le monde des mêmes repères

Nous en venons donc à ce problème : que tout le monde, citoyens, dirigeants... puisse disposer d'une grille commune à tous afin que tous nous disposions d'un système de repères qui nous alerterait facilement, de façon " intuitive " pour ce qui est de nos actes quotidiens, des éventuels dommages que nous pourrions causer aux autres.

Un système qu'il serait donc facile d'appliquer à chacune de nos actions.

Il ne s'agit pas ici de philosophie mais d'un système conçu pour être applicable, efficace et qui saurait susciter le sursaut indispensable pour mettre un frein puissant aux diverses formes de dégradations que subissent à la fois la planète et les êtres humains, l'interruption de ces dégradations devant être considérée comme une nécessité vitale pour l'humanité.

Ce système aurait donc pour vocation de nous aider tous, au niveau mondial, à changer ce qui doit l'être dans nos " modèles de sociétés " : les faire évoluer afin qu'ils produisent de moins en moins de ces dégradations.

Nous abordons là un débat fort ancien, celui d'une " société idéale " dont le modèle serait applicable à tous, partout et autant que possible très rapidement puisque l'état du monde semble le nécessiter.

Il ne semble pas que nous disposions d'un tel modèle, qui recueillerait une large unanimité.

En conséquence nous devons l'inventer, et la meilleure façon que nous aurons de le mettre au point sera que nous collaborions tous à le créer.

Nous pouvons évaluer la nécessité de cette " invention collective " au fait qu'aucune instance de quelque niveau que ce soit ne s'est montrée capable, depuis presque un siècle, de nous faire atteindre un niveau d'équilibre correct et il n'apparaît pas qu'elles pourraient se montrer d'une plus grande efficacité demain de ce point de vue.

Mais cette invention ne résultera pas du hasard : il faut la susciter, " outiller " cette dynamique d'invention.

En cerner les défauts pour corriger la réalité

Comme on utilise un mètre pour scier une poutre à la bonne dimension il faut que nous disposions d'une métrique universelle de nos sociétés, que nous parvenions à les inscrire dans les repères fixés et que cette métrique nous renseigne sur la proximité des limites autorisées.

On n'effectue pas d'ajustements sans disposer d'une mesure qui nous indiquera l'ampleur de l'ajustement à réaliser : ce qui est vrai en menuiserie le sera probablement pour notre " gestion " du monde et de nous mêmes.

Que nous faut-il ajuster sinon l'ensemble de nos actes de tous les jours, qui constituent la réalité de nos vies ?

Cela signifie que l'ajustement doit se produire à tous les niveaux, de l'acte personnel à l'acte collectif, et cela jusqu'à la résultante de l'ensemble des actes de tous.

Nous disposons plus ou moins, à diverses échelles de la société, du personnel au global, de repères plus ou moins communs, plus ou moins " normalisés " et pouvons aujourd'hui constater que la grande insuffisance de ces repères.

Insuffisance démontrée par le fait que la résultante de nos comportements n'évolue pas vers une amélioration nette de l'état du monde, amélioration qui aurait pu être unanimement constatée par un nombre suffisamment élevé d'évolutions positives, c'est à dire conformes à un meilleur respect de l'intérêt général de par le monde.

C'est donc à la mise au point de repères mondiaux plus accessibles, plus compréhensibles, que tout le monde pourrait s'approprier qu'il serait probablement le plus urgent de travailler.

Et l'on peut appeler ce système de repères mondiaux un (ou des) indicateur(s).

Indicateur mondial contre indicateur local ?

Faut-il opposer l'un à l'autre et pourquoi ?

Un indicateur de " bonheur local " ou " d'équilibre local ", plus généralement et quel que soit le nom qu'on lui donne, un indicateur de portée locale (ou nationale) serait-il pertinent ?

Il nous informerait par définition de conditions locales, dont nous avons vu qu'elles dépendaient étroitement de conditions générales.

Cela implique que la modification de certaines conditions locales nécessiterait des modifications générales, ou mondiales.

Mais n'étant pas les seuls acteurs au monde capables d'influer sur des paramètres mondiaux notre action sur ces paramètres, si elle demeurerait isolée dans la direction qui nous conviendrait le mieux, aurait une infime portée : elle serait donc de peu d'effet, ou même d'aucun effet perceptible.

On mesure ici qu'un indicateur de portée strictement nationale aurait une efficacité limitée, diminuée de toutes les dimensions de cette " mondialisation " qui nous rend étroitement dépendants de l'international, dépendance que par ailleurs nous ne pourrions en aucun cas annuler, et que nous sommes donc contraints à prendre vigoureusement en compte.

Mais l'efficacité de cette prise en compte sera proportionnelle au nombre de pays qui auront effectué la même démarche, qui sera le nombre de pays qui aura pris " la direction qui nous conviendrait le mieux ".

Il y a là une condition nécessaire : qu'un nombre aussi élevé que possible de pays soient disposés à faire voie dans cette direction.

Cette condition ne sera remplie qu'à la condition que cette voie soit considérée comme préférable à d'autres : il faut donc la rendre préférable soit en montrant les avantages qu'elle procurerait, soit en soulignant les inconvénients (et leur gravité) de nos manières actuelles (susciter une répulsion) et probablement en mixant ces deux approches.

Si l'on raisonne en terme d'efficacité on voit donc que la nôtre sera faible si elle demeure isolée et que cette efficacité sera proportionnelle au nombre d'acteurs qui adopteront une démarche identique.

Indicateur pour tous

S'il est vrai que le jardinier évoqué plus haut exerce une influence, même limitée, sur " le monde ", si nous sommes tous un papillon source de quelques effets, il devient indispensable qu'un indicateur, un système de garde fou, soit disponible pour tous et compréhensible par tous tout autour de la planète.

Ce " pour tous " signifie clairement qu'il nous faut considérer que la prise en charge de notre avenir ne peut ni ne doit être déléguée à des " experts " qui nous dicteraient à chaque instant ce que serait " une bonne conduite " : nous sortirions d'un régime démocratique certes imparfait mais qui demeure relativement le moins critiquable et le moins dangereux pour tous.

Ce n'est donc pas à un arsenal juridique qu'il nous faut recourir en priorité, sans pour autant nous interdire toute législation impliquant des contraintes.

Dans cet ordre d'idée l'émergence d'un système d'indicateur mondial permettrait probablement de remettre en cause un certain nombre de lois et traités dans la mesure ou cet indicateur, basé sur des repères communs, pourrait agir comme un détecteur d'anomalies à tous les niveaux : il pourrait susciter une contradiction justifiée de certaines règles en vigueur et leur révision.

L'obstacle principal à franchir pour instituer ce type d'indicateur sera la résistance ou l'inertie de toutes les instances ou presque, du niveau national au niveau mondial, car il sera susceptible de remettre en cause un très grand nombre d'intérêts particuliers.

C'est en fin de compte la lutte de l'intérêt général contre des intérêts particuliers qui agissent généralement en se coalisant, au sein de l'OMC par exemple, et acquièrent donc un pouvoir considérable au détriment des états et de chacun d'entre nous, qu'il faut doter d'instruments efficaces.

Il ne faut donc pas s'attendre à ce que l'ONU vote la mise en place d'un indice mondial efficace : il ne pourra naître que d'une volonté isolée, décidée, résolue et libre de ses actes.

Urgence et investissement

Est-il contestable qu'il y aurait urgence à ce que le monde " aille mieux " ?

Est-il dès lors contestable qu'il existe la même urgence à mettre en place tout dispositif qui pourrait contribuer à l'avènement de ce " mieux " ?

Nous avons envisagé qu'un indicateur " local " pourrait se trouver largement limité en efficacité par le jeu des interactions internationales qu'implique " la mondialisation " très polymorphe à l'oeuvre.

Nous savons par ailleurs que nous disposons de très peu de temps pour changer le cours de nos sociétés et de surcroît de très peu de moyens car si " l'opinion publique " semble ici ou là plus ou moins largement convaincue que tout ne va pas pour le mieux dans le meilleur des mondes l'idée que les changements nécessaires à la plupart des indispensables améliorations correspondrait à quelques formes de régressions " inacceptables " est très largement répandue.

C'est cette idée qu'il faut parvenir à combattre, au niveau mondial, et l'on peut penser que le meilleur outil pour mener ce combat serait celui qui saurait nous montrer ce que nous perdons à coup sûr en ne changeant pas de " modèle de société ".

Disposant de peu de moyens, n'est-il pas préférable de donner la priorité à la mise en oeuvre de l'outil qui aurait la plus grande efficacité, qui pourrait remplir le double rôle d'un indicateur mondial et local, même imprécis car ne prenant peut-être pas en compte tous les aspects imaginables des modes de fonctionnement de nos sociétés, mais suffisamment fiable et accessible à tous pour susciter une nécessaire évolution ?

Il ne semble donc pas déraisonnable de penser que le meilleur investissement serait de déployer tous nos efforts dans la mise au point d'un indicateur mondial.